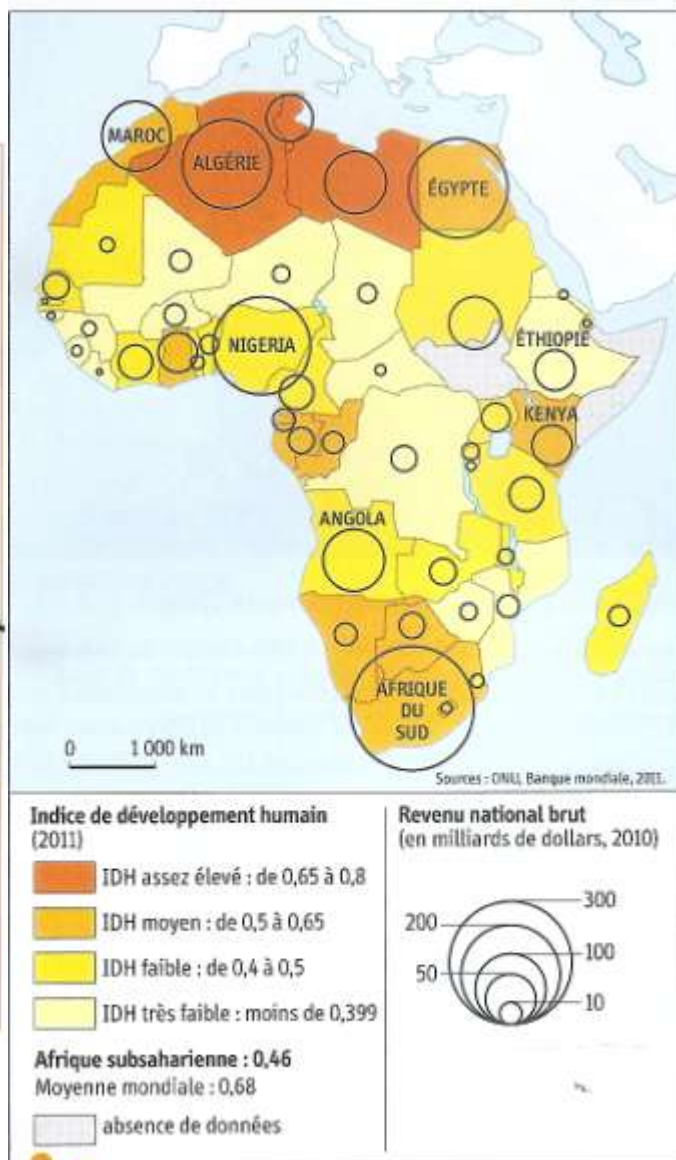
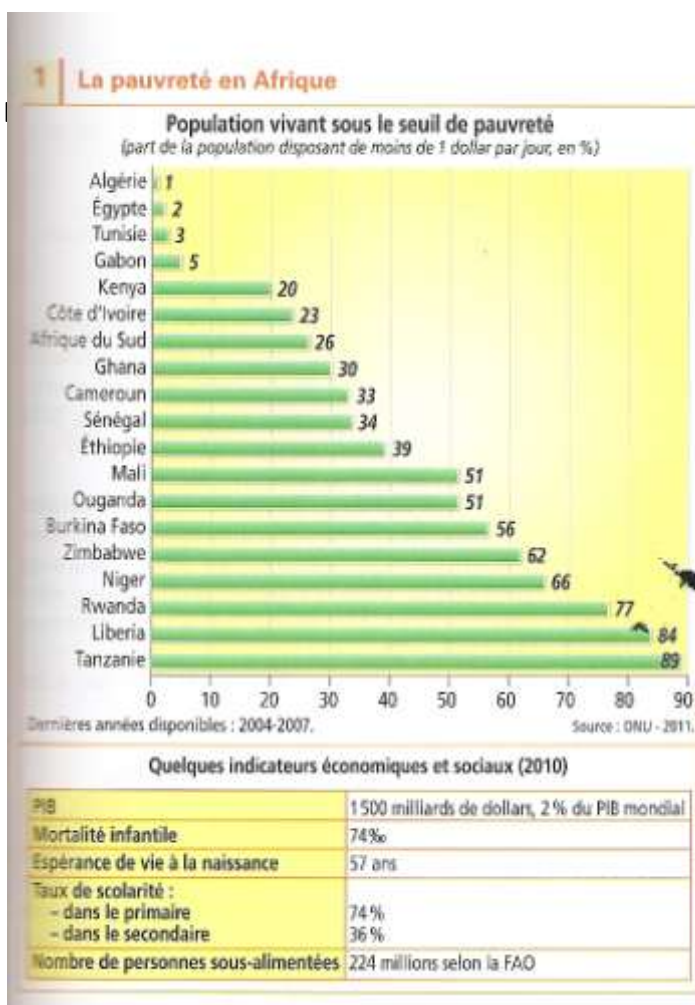




par l'industrialisation ou la rente pétrolière et pays pauvres. La CNUCED, distingue depuis 1971 la catégorie des Pays les Moins Avancés (PMA), selon différents critères, dont la pauvreté massive, qui définissent des handicaps structurels et cumulés enfermant ces pays dans des « pièges à pauvreté », soulignant le caractère systémique de la pauvreté comme frein au développement. L'indigence du revenu national brut par habitant, la faiblesse du capital humain, la faible diversification économique, renforcent la vulnérabilité de populations majoritairement rurales aux crises économiques et aux catastrophes.

Dans la mondialisation, les pays pauvres occupent une situation marginale, illustrée par leur faible part dans les grands flux planétaires, commerciaux et financiers, (sauf pour certains par leurs exportations de produits bruts, flux d'immigration ou flux illicites), ce qui les place dans un état de très grande dépendance à l'égard de l'aide internationale. A cela répond la marginalisation politique des pays pauvres dans le concert des nations. L'insertion des pays pauvres dans la mondialisation est différente d'un pays à l'autre, mais reste dans l'ensemble limitée à quelques lieux de leurs territoires. La mondialisation produit à tous les niveaux d'échelles, et simultanément, de la croissance et des inégalités, selon des modalités variées. Certains États évoluent positivement, prenant appui sur la mondialisation pour amorcer un développement, d'autres n'ont pu enclencher de développement de rattrapage (Sierra Leone, Haïti, RDC). Il s'agit d'un groupe hétérogène de pays, aux perspectives de développement différentes, caractérisés par une fragilité très inégale de l'appareil d'État et de la puissance publique : on distingue des États fragiles mais stables, des États vacillants voire effondrés (Haïti, RDC, Somalie).

### Documents = l'Afrique, continent de la Pauvreté

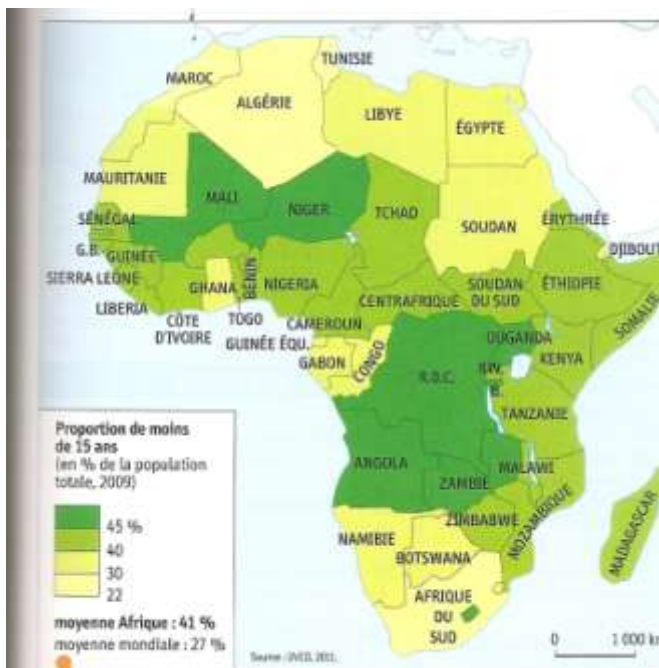


**Document 2 = les défis démographique En 2050, un quart de la population mondiale sera africaine / Le Monde.fr avec AFP | 12.08.2014 à 22h56**

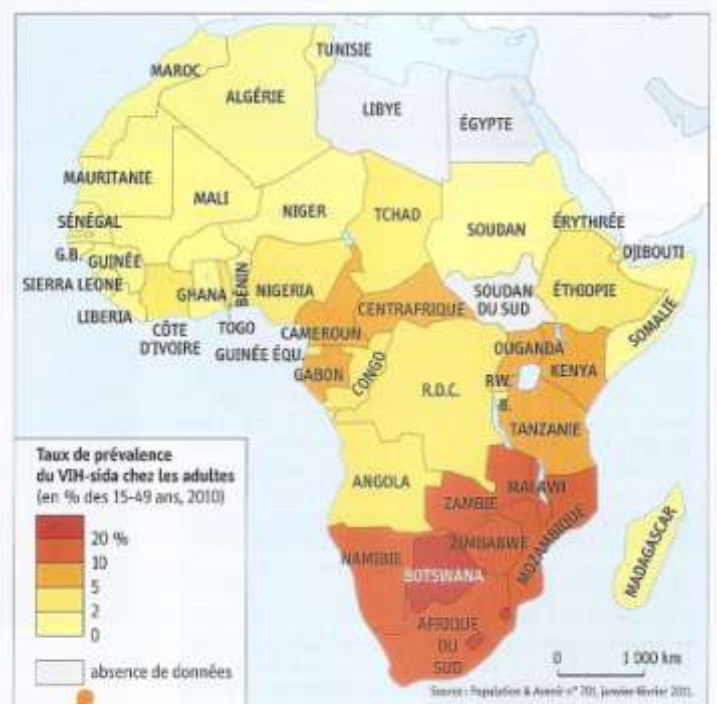
Un quart de la population mondiale vivra en Afrique d'ici 2050, a annoncé mardi 12 août l'Unicef, alors que les taux de natalité continuent d'y augmenter rapidement. « Sur la base des tendances actuelles, d'ici 35 ans, 25 personnes sur 100 seront des Africains », selon un rapport du Fonds des Nations unies pour l'enfance présenté à Johannesburg.

A cette date, 40 % des enfants de moins de cinq ans dans le monde vivront sur le continent. Le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique et première puissance économique du continent, représentera à lui seul 10 % des naissances dans le monde d'ici 2050.

La population africaine, qui compte actuellement 1,2 milliard d'habitants, doublera d'ici le milieu du siècle et atteindra 4,2 milliards d'ici 2100, selon l'Unicef. Cette croissance démographique entraînera une surpopulation encore plus forte, et d'ici la fin des années 2030 la plupart des Africains vivront dans des villes



**5** Une population jeune : atout ou défi pour l'Afrique ?



**10** Relever les défis sanitaires (le sida en Afrique)

**2 Ressources et fragilités de la République démocratique du Congo**

« La RDC, "scandale géologique", est assise sur des réserves colossales : 34 % des réserves mondiales de cobalt, 10 % de celles de cuivre, ainsi que du diamant, de l'or, de l'uranium, du coltan<sup>1</sup>, du pétrole. Et pourtant, les deux tiers de la population [68 millions d'habitants] vit en dessous du seuil de pauvreté, avec 1,25 dollar par jour. "Plus de 80 % de l'économie est dans le secteur informel", rappelle le patron de la Gécamines, ancien joyau du cuivre congolais. La Gécamines est à l'image du pays. "On a arrêté d'investir et de prospecter depuis des années", regrette-t-il. [Il] se veut néanmoins optimiste. "La RDC redeviendra le premier exportateur de cuivre du monde dans quelques années", avance-t-il. À condition que les investissements colossaux dans le domaine de l'énergie hydroélectrique et des infrastructures deviennent une réalité. [...] La plupart des grands projets stagnent, à l'image de la construction par BHP Billiton, le géant anglo-australien, d'une usine d'aluminium. Même le "contrat du siècle" avec les Chinois – 6 milliards de dollars d'investissements promis dans le cadre d'un accord "infrastructures contre mines" signé en 2008 – patine. [...]

En 2010, le FMI et la Banque mondiale ont tiré un trait sur 12,3 milliards de dollars de dette extérieure de la RDC, soit l'équivalent de 502 % des recettes de l'État ! Les fonctionnaires congolais, payés une misère et irrégulièrement, n'ont pas senti l'allègement de ce fardeau financier. Et il faudrait plus que ce coup d'ardoise magique pour convaincre les grands groupes industriels et leurs banquiers de s'engager dans le marasme congolais. "L'insécurité des activités économiques est totale", raconte un homme d'affaires congolais, qui explique : "Le lobby des juges et des avocats est le noyau dur de la corruption en RDC". »

Christophe Châtelot, « La RDC, miroir des fragilités africaines », *Le Monde*, 28 novembre 2011.

1. Coltan : minéral associant la colombite et la tantalite, surnommé « or gris » ; c'est la principale source de tantale, métal très résistant à la corrosion et indispensable à la fabrication de composants électroniques et de certains alliages. L'exploitation du coltan est au cœur de la guerre civile de l'Est de la RDC, pays qui possède 60 à 80 % des réserves mondiales.

## 15 Y a-t-il réellement émergence de l'Afrique du Sud ?

« Avec seulement 47,7 millions d'habitants en 2008, [50,1 en 2001], l'Afrique du Sud fait figure de petit pays à revenu intermédiaire et "d'émergent en herbe". Ce "géant économique de l'Afrique" qui part à la conquête des richesses minières du continent (on pense à ses ports, sa puissance boursière, industrielle et minière) est un main à l'échelle internationale : ses possibilités de partenariats régionaux sont limitées (ses principaux partenaires commerciaux sont la Triade et l'Union européenne) ; ses capitaux s'exportent tandis qu'elle importe des biens de consommation indiens et chinois ; les IDE y sont fluctuants et limités et la Chine ou le Brésil contrarient son désir d'expansion continentale (en Angola par exemple).

L'émergence sud-africaine serait plutôt à chercher du côté politique et renverrait à l'ambition de normalisation et de stabilisation qui anime le pays depuis le milieu des années 1990. Depuis la fin de l'isolement diplomatique et économique lié à l'apartheid, l'Afrique du Sud fait figure de modèle de démocratie africaine

qui, avec sa commission Vérité et réconciliation, a évité la guerre civile et surmonté les violences de la transition. [...] Elle déploie en outre une "stratégie d'émergence" fondée sur la diplomatie active de ses chefs d'Etat et cherche à s'imposer comme "puissance utile" dans le nouvel ordre mondial capable de faire le pont entre PMA africains et pays du Nord. [...]

Il se pourrait donc que l'Afrique du Sud soit "qualifiée d'émergent pour la simple raison qu'il faut bien inclure un représentant du continent noir dans cette catégorie prometteuse et qu'en outre la démocratisation d'après apartheid ajoute à son aura". [...]

Une autre forme d'émergence se dessine : le désir politique de faire émerger de la pauvreté et du sous-développement les régions rurales pauvres, les townships et les camps de squatters afin de satisfaire les immenses attentes post-apartheid. »

Marianne Morange, « "Emergence locale" et régénération urbaine au centre-ville du Cap », BAGE, 2011-3.

## 7 Résoudre l'insécurité alimentaire

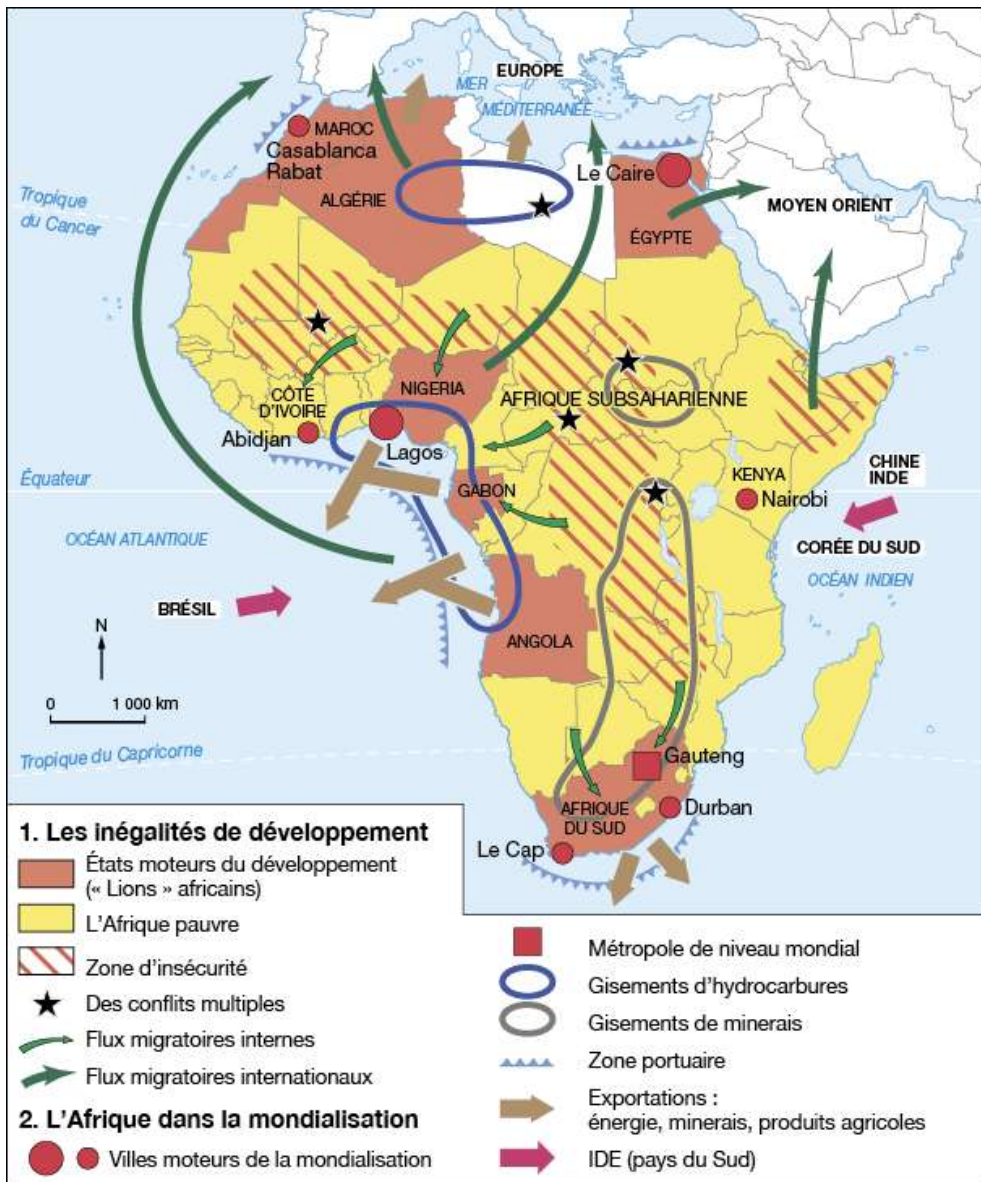
« Ce défi est de taille, car l'agriculture est davantage connue pour ses faiblesses que pour ses forces. La persistance de l'insécurité alimentaire en est une illustration. [...] [Néanmoins] les performances agricoles africaines ne sont pas nulles. Les productions de manioc, de riz, de fruits et légumes ont fortement augmenté. Les paysanneries ont globalement réussi à nourrir des consommateurs urbains de plus en plus nombreux dont la dépendance alimentaire à l'égard d'importations ne semble pas accrue à quelques exceptions près dans des pays exportateurs de pétrole ou de minerais, ou gros consommateurs de riz comme le Sénégal. L'agriculture a donc profondément évolué, mais inégalement selon les pays, les régions, les secteurs et les exploitations. Les crises alimentaires des années 2000 éclairent d'autres difficultés agricoles. Ce sont des crises d'accessibilité, qui relèvent [...] de la pauvreté qui touche principalement les ruraux et les paysans. Elles interrogent [...] l'évolution des prix et le fonctionnement des marchés agricoles dans une économie libérale et mondialisée. »

Alain Dubresson, Sophie Moreau, Jean-Pierre Raison et Jean-Fabien Steck, *L'Afrique subsaharienne, une géographie du changement*, Armand Colin, Coll. U Géographie, 2011.

## 1 L'Afrique subsaharienne dans la mondialisation

« La part [de l'Afrique subsaharienne] dans le PIB mondial a diminué d'un tiers depuis 1950 [...] et sa part dans les exportations mondiales a été divisée par 3. [...] Le continent a subi un triple choc concurrentiel. D'abord celui d'autres pays en développement rapide, surtout le Brésil et les pays asiatiques, ensuite la montée en puissance de produits agricoles tempérés de substitution, enfin les gains de productivité des industries manufacturières européennes et nord-américaine et l'affirmation de la voie asiatique d'industrialisation. La perte de parts de marché a été particulièrement nette pour l'arachide, le cacao, l'huile de palme, le caoutchouc naturel et la banane, alors que les maintiens ou les gains de position (café, coton, sisal, tabac et thé) ont été inégaux. [...] En 2009, selon l'OMC, 81,5 % des exportations sont constituées de "ressources naturelles" (72,2 % provenant des produits combustibles, dont le pétrole brut, et miniers, 8,3 % provenant de produits agricoles), 19,5 % seulement étant des produits manufacturés. Dans deux pays africains sur trois, un ou deux produits constituent les trois quarts de la valeur des exportations. »

Jean-Pierre Raison, Alain Dubresson, Sophie Moreau, Jean-Fabien Steck, *L'Afrique subsaharienne*, Armand Colin, Coll. U Géographie, 2010.



"Le Temps de l'Afrique", une lecture critique : quelles politiques publiques pour l'Afrique ? Marianne Parvati Goudry, assistante de recherche au Centre de développement de l'OCDE (bureau Afrique) et Bakary Traoré, chercheur associé au Centre de développement de l'OCDE (bureau Afrique), *L'Economie politique* n° 047 - juillet 2010

Le fil conducteur de l'ouvrage de Jean-Michel Severino et Olivier Ray (1) repose sur la conviction que l'Afrique subsaharienne est dynamique, qu'elle aura un rôle croissant et incontournable dans la mondialisation, mais que l'Europe reste dans une myopie déconcertante face à l'évidence de cette nouvelle Afrique. Dans un style très fluide et pédagogique, les auteurs dressent alors un état des lieux des grands changements à l'oeuvre sur le continent. Le panorama est à la fois très complet, synthétique, illustré, et résolument tourné vers le futur du continent. Cependant, les goulets d'étranglement et les accompagnements nécessaires à la pleine réalisation du potentiel de développement africain ne sont pas suffisamment questionnés. Pour le mettre en évidence, nous avons revu le livre selon plusieurs thèmes.

## La démographie africaine et ses enjeux

L'Afrique se transforme à grande vitesse d'abord par sa démographie: en 2050, dans leur scénario de projection médian, les Nations unies estiment la population du sous-continent à 1,8 milliard d'habitants, soit le cinquième de la population mondiale. Une évolution que les auteurs qualifient de "*phénomène de rattrapage*", après les traumatismes démographiques de la traite négrière et de la colonisation. Elle pose plusieurs défis car elle s'accompagne d'une explosion urbaine sans précédent dans l'histoire, dans un contexte interne de double crise d'efficacité et de légitimité des puissances publiques en Afrique, un contexte international de moins en moins ouvert aux grandes migrations internationales et une époque de rareté de certaines ressources. Les puissances publiques, dépassées par l'ampleur des besoins, risquent de laisser davantage de place à une vaste "économie de la débrouille".

Nous partageons tout à fait cette lecture en termes de défi de politique publique en Afrique. En effet, face à ce double phénomène de rattrapage et d'urbanisation, il faudra absolument des politiques sociales et urbaines de qualité meilleure qu'aujourd'hui pour le développement du continent et pour freiner le nombre de départs migratoires. Les auteurs pointent du doigt à juste titre l'absurdité actuelle des politiques Nord-Sud ainsi que leur manque de gestion mutuellement avantageuse pour les pays d'origine et les pays d'accueil. Rappelant l'évidence d'un besoin réel de travailleurs pour les économies du Nord, ils insistent sur le fait que les flux migratoires africains hors d'Afrique ne représentent qu'une faible part du phénomène à l'oeuvre sur le continent, qui a toujours été davantage intra-africain.

## Diagnostic et genèse des crises africaines

Les auteurs démontent avec justesse une série d'interprétations erronées sur les causes de la panne de croissance des années 1980 et 1990 en Afrique. Ils commettent toutefois une petite erreur concernant l'apport des plans d'ajustement structurel (PAS) dans le redémarrage actuel de la croissance en Afrique. Mais commençons d'abord par les apports de leur analyse.

Dans les analyses statistiques des économistes, une spécificité censée être propre à l'Afrique, représentée par une "variable muette", détériore les indicateurs de développement et de croissance des pays du simple fait... qu'ils sont africains! Pour faire "parler" cette variable muette, trois facteurs ont été tour à tour présentés par des économistes comme cause primordiale de cette sous-performance économique africaine: la situation géographique, l'histoire coloniale et la culture.

Or, pour Severino et Ray, la chute de croissance africaine des années 1980 et 1990 n'a rien de mystérieux ou de déterministe: il s'agit tout simplement d'une succession de crises, une "*tragédie des cycles économiques*" après la décennie faste des indépendances. Son premier acte est une "crise organique" suite aux pétrodollars prêtés aux pays africains sans se soucier des possibilités de remboursement, dans l'emballement des années 1970, montrant alors les limites d'un modèle économique uniquement tiré par les exportations de matières premières, dans un contexte de dispersion spatiale d'une population à faible pouvoir d'achat.

Ensuite, la "crise des ciseaux", dans les années 1980-1990 - un poids croissant de la dette, conjugué à une baisse des revenus des exportations -, provoque une décennie perdue pour la croissance. Dans le même temps, l'aide publique au développement (APD) sert de plus en plus au refinancement de la dette souveraine africaine envers les créanciers publics, et de moins en moins à l'investissement tant économique que social en Afrique. Et les institutions internationales, prônant le dogme du "moins d'Etat" comme mesure correctrice, s'en tiennent à une gestion financière de la crise de la dette à travers des programmes de rééchelonnement, et à l'endiguement des convulsions provoquées par les remèdes des PAS.

Survint enfin une réduction du volume d'aide, après la chute du mur de Berlin, qui passe de 34 dollars par habitant en 1990 à 21 en 2001, traduisant ainsi la "crise de l'aide au développement". Les organisations non gouvernementales (ONG) se retrouvèrent alors presque seules pour relever un immense défi social et, *"face à l'effondrement de services publics sous-financés et une atmosphère d'instabilité politique croissante, l'économie institutionnelle fit place à l'économie de la débrouille"*, ce qui alimenta un regain des affiliations communautaires de toute sorte dans les années 1990.

Concernant le redémarrage de la croissance depuis 2000, certains arguments que les auteurs mettent sur le compte d'un effet positif décalé des PAS (p. 102) n'ont en réalité rien à voir avec ces derniers. C'est plutôt l'amélioration du contenu des politiques après l'échec patent des PAS qui participe à ce retour de nombreux pays africains sur le chemin de la croissance économique. D'un côté, avec le lancement en septembre 1999 de l'initiative "PPTTE renforcée" (2), reliant réduction de dette et réduction de la pauvreté [Cling *et al.*, 2000; Raffinot, 2008]. De l'autre, avec la mise en place dans les années 2000 de programmes de lutte contre la corruption et pour plus de transparence économique.

### L'émergence de sources internes de croissance

En rupture avec les deux précédentes décennies, la croissance des économies africaines s'est établie à plus de 6% en moyenne (soit plus de 4% par habitant) entre 2003 et 2008, contre moins de 5% pour l'Amérique latine et moins de 2% pour la zone euro. Sans nier les vulnérabilités structurelles et l'apparition de risques nouveaux, les auteurs pensent que *"les bases d'une croissance économique forte sont de retour au sud du Sahara"* (p. 99). En premier lieu parce que les ressources de l'Afrique seront de plus en plus incontournables dans le processus de mondialisation: non seulement l'or noir africain et le capital minier seront de plus en plus stratégiques dans la mondialisation, mais c'est aussi le cas des réserves de terres agricoles et de forêts, dans le contexte nouveau de rareté du capital naturel. En second lieu, grâce à la densification humaine actuelle autour de pôles urbains, l'Afrique pourra compter sur le "dividende démographique" (bénéfices économiques de la démographie, du fait d'une population active importante) comme facteur endogène d'une croissance économique forte et soutenue.

Toutefois, les auteurs n'expliquent pas pourquoi la densification joue un rôle favorable pour le développement, tandis que ses effets positifs ne sont pas mentionnés dans les années 1990, alors que le processus était déjà à l'oeuvre. Est-ce un effet de seuil de densité critique qui tire la demande et les activités économiques internes vers le haut, ou simplement l'essor de nouvelles activités (comme les télécommunications) qui permettent de tirer parti d'un marché démographique (urbain et rural)?

Par ailleurs, les villes africaines sont aujourd'hui dans une situation de dépendance structurelle aux importations alimentaires, un défi qui persiste depuis plusieurs décennies et qui risque d'empêcher les dynamiques endogènes de jouer leur plein effet sur la croissance. En témoignent les nombreuses manifestations contre la vie chère en 2008, suite à la flambée des prix des produits alimentaires importés et du pétrole. Certaines de ces manifestations ont été interdites par des pouvoirs publics très vite dépassés, mais celles qui ont eu lieu étaient déjà sans précédent de par l'ampleur et le phénomène de contagion.

Se pose donc une question déterminante que les auteurs n'évoquent que très peu: dans quelle mesure les campagnes seront-elles capables de répondre rapidement à cette demande urbaine croissante en biens de consommation agricoles? Quelles politiques publiques permettraient de poser les fondements de ce nouveau modèle de croissance? Certes, l'agriculture africaine possède un fort potentiel de développement. Mais la venue de capitaux et entrepreneurs chinois, indiens, brésiliens ou même privés (investissements étrangers et fonds spéculatifs agricoles) ne résoudrait pas automatiquement le problème structurel de la

demande accrue des villes africaines. En effet, ces nouveaux acteurs poursuivent en premier lieu la satisfaction de leur propre demande agricole, et l'impact sur le marché alimentaire africain n'est pas clair.

De plus, l'analyse a tendance à déduire des changements urbains actuels le facteur de transformation de l'ensemble de la société. Ils cèdent par ce biais à un optimisme un peu trop facile sur la mécanique d'entraînement des villes sur le reste de l'économie, en particulier à propos de l'impact endogène de la classe moyenne en termes de croissance. Certes, la classe moyenne émergente en Afrique est consommatrice (et même friande de produits de grandes marques en provenance de l'étranger). Mais au-delà de la consommation et du dynamisme sectoriel directement généré, *quid* de la destination de l'épargne et de la mobilisation des ressources fiscales générées par cette classe moyenne naissante? L'un des problèmes classiques en Afrique est la difficulté de maintenir l'épargne de la petite classe fortunée. Par ailleurs, en raison de l'inefficacité des administrations fiscales et de l'utilisation de l'impôt, une grande partie de l'assiette fiscale n'est pas mobilisée pour financer le développement de services publics. Sous quelles conditions cela peut-il changer avec cette nouvelle classe moyenne?

Enfin, l'analyse de la croissance des années 2000 ne fait pas vraiment allusion à la crise économique actuelle comme à son impact sur le continent en 2008-2010 et dans le futur proche. Si certains pensaient l'Afrique à l'abri de la crise de par sa faible insertion dans la mondialisation, cela n'est pas tout à fait le cas: la croissance a été ralentie, la dépendance aux flux extérieurs a eu des conséquences directes sur les ménages [BAfD, OCDE et Uneca, 2010]. L'Afrique se remettra-t-elle rapidement de la crise?

### Comprendre les facteurs de structuration sociale et culturelle

Très souvent, on analyse à tort les structures sociales en Afrique en termes d'"ethnicité", cédant parfois trop vite à l'"illusion identitaire", en particulier dans le domaine de l'analyse des élections et des conflits. Selon les auteurs, les Africains ne sont pas figés dans une logique unidimensionnelle d'appartenance identitaire (qu'elle soit ethnique, clanique, religieuse ou autre). Ils seraient plutôt dans une logique d'identité plurielle. Cette analyse est très pertinente.

Cependant, l'analyse des auteurs oublie d'aborder les enjeux liés à une jeunesse actuellement désemparée par la crise de leurs formations scolaires au sein de sociétés urbaines atomisées. L'absence d'Etat dans le secteur social et l'insuffisance d'espaces de débat politique sur les sujets de préoccupation de la population relèguent aux confessions religieuses (chrétienne, musulmane, etc.) un nouveau rôle croissant dans des domaines de politique publique et de critique sociale, en plus de leur rôle confessionnel. L'exemple des Mungiki (3), au Kenya, montre que ce vide comporte des risques pour la population. Etant donné la multiplicité des cadres de régulation des rapports sociaux, dans quel sens sera canalisée toute cette énergie de la part la plus jeune de la population? Quelle influence cela peut-il avoir sur les pratiques de tolérance et de diversité culturelle? Les auteurs ne nous le disent pas.

### Les trois Afriques

Le livre reprend une typologie assez classique dans la littérature sur le développement pour classer les pays du continent en trois catégories: les pionniers de la réussite du développement; les Etats rentiers; les Etats fragilisés par des crises. L'analyse reste plutôt descriptive et les auteurs se gardent bien d'émettre des recommandations précises concernant les trois cas. Par ailleurs, on ne peut évacuer les questions de redistribution des ressources, même pour les pays qui réussissent, compte tenu des instabilités politiques et des troubles sociaux déjà provoqués par la gestion de la rente dans de nombreux pays. Lorsqu'elles dégénèrent en crise graves, conflits armés ou rébellions, elles sont coûteuses pour l'activité économique. Analysant ainsi l'impact économique direct des conflits intervenus entre 1990 et 2005 en Afrique, Oxfam [Iansa, Oxfam et Saferworld, 2007] estime qu'ils ont entraîné une chute de l'activité économique de 15%



dans chaque pays en conflit, pour un total ayant coûté "environ 300 milliards de dollars à l'Afrique (dollars constants de 2000), soit environ 18 milliards de dollars par an". Le cas de la forte chute de la production de pétrole au Nigeria est assez parlant (environ 1,7 million de barils/jour en 2009, contre 2,6 en 2006).

## L'Afrique et ses ressources

En plus du pétrole et du capital minier, de plus en plus stratégiques, la disponibilité de terres agricoles et de forêts s'impose désormais comme un instrument de puissance économique pour l'Afrique subsaharienne. Et l'acquisition de milliers d'hectares par des investisseurs étrangers a commencé. Cependant, la modalité des contrats d'exploitation des terres constitue une question essentielle: comment gérer ce nouveau marché? Jusqu'où les dirigeants africains, leurs clients et les institutions internationales prennent-ils la mesure de l'importance de cette question pour la stabilité sociale et politique en Afrique? En d'autres termes, comment doit-on imaginer la formulation de ces contrats pour qu'ils soient mutuellement judicieux, clairs et transparents? Et quel rôle pour les Etats africains dans la conduite et la gestion de ce processus?

Les auteurs n'en parlent pas. Or, c'est pourtant à ce niveau que se joue l'avenir d'un continent de 1,8 milliard d'habitants en 2050. Sans parler des contrats pétroliers ou miniers, dont on connaît toutes les insuffisances en matière de gestion de la rente, les modalités actuelles de passation et de gestion des contrats sur les terres agricoles risquent d'être de véritables bombes à retardement: tensions sociales et protestations populaires contre les Etats et leurs alliés de l'agro-business, renégociation des contrats... Toucher à la terre est autrement plus dangereux que d'exploiter des ressources fossiles et minières.

Les auteurs pèchent aussi quelque peu par optimisme sur l'ampleur de l'impact réel d'une hausse probable des cours des matières premières. Nous savons que celles-ci restent aujourd'hui l'objet de bulles spéculatives et se caractérisent par une grande volatilité. Davantage tirées par les nouveaux enjeux de rareté en ressources naturelles, ces caractéristiques changeront-elles?

Enfin, pour les auteurs, faute de s'engager dès maintenant dans des politiques cohérentes et adaptées à l'Afrique, l'Europe risque de voir celle-ci s'inviter davantage dans ses politiques intérieures au cours des prochaines années (sous-entendu: par le biais des flux migratoires actuels) et de rater, par "myopie", le rendez-vous avec cette nouvelle Afrique dynamique en passe de devenir incontournable. Le désintérêt actuel de l'Europe laisse d'autres pays ayant compris que la place de l'Afrique est en train de changer dans la mondialisation - la Chine, l'Inde, les Etats du Golfe, le Brésil, les Etats-Unis, les grands groupes sud-africains ou encore les banques marocaines - saisir les nouvelles opportunités africaines. Cette analyse, trop centrée sur les nouveaux acteurs sur le continent africain, masque un vrai flou sur le fond de la myopie européenne actuelle: quelles sont les causes qui ont conduit l'Europe, ses dirigeants politiques et ses entreprises à cette "fatigue d'Afrique"?

## Conclusion

Ce livre a le mérite d'offrir une lecture actualisée des changements à l'oeuvre sur le continent africain. Il présente une Afrique complexe et en mouvement. De la démographie au regain du poids stratégique du continent, en passant par l'émergence de nouveaux socles endogènes pour la croissance, le panorama est assez large, structuré et bien illustré. La qualité et la justesse de l'analyse des auteurs sur ces thèmes font du livre un très bon point de départ pour la compréhension des transformations de l'Afrique d'aujourd'hui.

Cependant, comme nous l'avons souligné tout au long de cette recension, un certain nombre de questions politiques essentielles n'ont pas été posées par les auteurs: de la crise permanente des écoles aux modalités d'une gestion mutuellement profitable du nouveau marché stratégique des terres agricoles

africaines, en passant par la mobilisation et l'usage efficace de l'épargne et des ressources fiscales internes des Etats africains, la qualité de la protection sociale (santé et sécurité sociale), ou encore le rôle des Etats africains dans la gestion des transformations. Or, sur ces questions, d'importants changements de politiques publiques sont nécessaires pour faire de l'élan africain actuel un réel atout pour impulser le développement.